

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

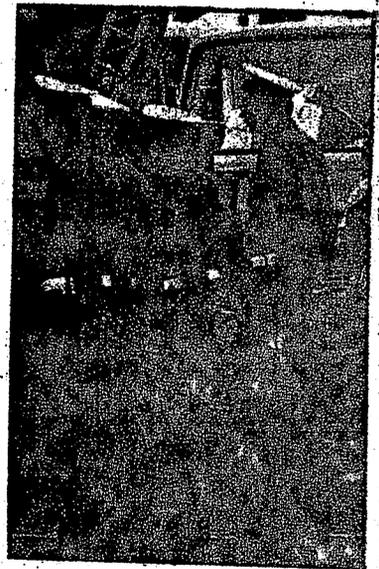
UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 102 - 14 décembre 1981

prix 2F



LES TRAVAILLEURS
POLONAIS FACE
à la DICTATURE
MILITAIRE



dans ce numéro

mauritanie : 21 ans de dictature et d'oppression

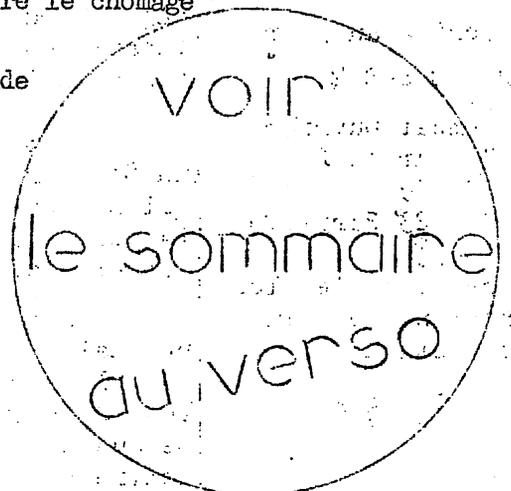
cote d'ivoire : un remède présidentiel contre le chômage

la crise économique d'un monde malade
du capitalisme

immigration : continuité dans le
changement

marxisme : nos intellectuels nationalistes
refuseront-ils l'électricité
comme ils refusent le marxisme
au nom de l'africanité ?

ETC...ETC...ETC...



sommaire

PAGE 2 : EDITORIAL

PAGE 3 : MAURITANIE :
21^e anniversaire d'
indépendance : 21
ans de dictature et
d'oppression

PAGE 5 : Mesures d'
austérité au MALI

PAGE 6 : COTE d'IVOIRE
- un remède prési-
dential contre le
chômage : ne pas
compter les
chômeurs .
- les petits es-
crocs du chômage et
les grands .

PAGE 7 : IMMIGRATION:
continuité dans
le changement .

PAGE 8 : Africaine ou
pas, une armée d'
oppression reste
une armée d'oppres-
sion .

PAGE 9 : Nos intellec-
tuels nationalistes
refuseront-ils l'
électricité comme
ils refusent le
marxisme au nom de
l'africanité ?

PAGE 11: la crise éco-
nomique d'un monde
malade du capita-
lisme .

ABONNEMENTS

FRANCE : 1 an

. pli ouvert : 24F

. pli fermé : 48F

AUTRES PAYS :

écrire au journal

A D R E S S E :

Combat Ouvrier

" pour le PAT "

BP 145

75 023 Paris Cedex

§§§§§§§§

Prière de régler les
abonnements en tim-
bres postaux .

§ § § §

éditorial

LES TRAVAILLEURS POLONAIS FACE A LA DICTATURE MILITAIRE

La Pologne c'est loin de l'Afrique, et pourtant le spectacle de ces militaires en armes au coin des rues, de ces chars circulant dans les avenues de Gdansk ou de Varsovie, avait une allure vaguement familière pour tous ceux qui viennent de pays d'Afrique où l'armée s'est emparée du pouvoir.

Ainsi donc les dirigeants polonais qui osent se réclamer du socialisme, sous la pression des dirigeants russes qui, eux, ont l'aplomb de se dire communistes, ont instauré en Pologne une véritable dictature militaire. Ils ont proclamé la loi martiale, ils ont interdit les grèves, ils ont dissout le syndicat "solidarité" indépendant du régime, que les travailleurs polonais se sont donnés, ils en ont arrêté les dirigeants.

Pourquoi ? Simplement parce que les travailleurs polonais réclamaient qu'ils soient nourris correctement ; simplement parce qu'ils réclamaient un peu de liberté, le droit de s'associer, le droit de faire grève.

Et dans cette Pologne qui se prétend une démocratie populaire, mais qui n'est ni démocratique ni populaire, le régime a réagi avec la même brutalité, la même hargne anti-ouvrière que tant d'autres dictatures du monde capitaliste occidental ou des pays pauvres d'Afrique, d'Amérique Latine ou d'Asie.

Le général et en même temps Premier Ministre polonais Jaruzelsky, tout comme Brejnev, prétendent que c'est pour sauver le socialisme que l'armée a décidé d'imposer sa loi. Mais que peut avoir de socialiste ou de favorable aux travailleurs un régime qui se considère en danger, simplement parce que les ouvriers s'organisent et revendiquent le droit à la parole ?

Non, ni Jaruzelsky, ni Brejnev ne sont socialistes ou communistes. Il n'y a pas de socialisme sans liberté. L'URSS, comme les Etats sous son contrôle dans les pays de l'Est, sont des dictatures anti-ouvrières féroces. Et ce n'est pas pour rien que tant de dictateurs d'Afrique parmi les plus infâmes peuvent sans gêne et sans problèmes se revendiquer de ce "socialisme"-là.

Autant dire que les partis, les forces politiques qui se réclament des Brejnev, des Staline, des Jaruzelsky et Compagnie, ou des dictateurs qui les admirent en Afrique, sont incapables d'offrir au prolétariat africain la perspective de son émancipation.

Tout comme en sont incapables ceux qui, à l'instar d'un Senghor, se revendiquent d'un "socialisme" à la Mitterrand, qui se contente de couvrir de ce mot la réalité de l'exploitation capitaliste, et qui a mené dans le passé des guerres coloniales.

Alors, oui, la répression contre la classe ouvrière polonaise concerne tous les travailleurs du monde et, parmi eux, les travailleurs d'Afrique. Par solidarité de prolétaires. Mais aussi parce que ce qui se passe en Pologne montre ce que sont les régimes de l'URSS et des pays de l'Est; et montre par la même occasion ce que sont les partis qui s'en réclament.

.../...

Parmi ceux qui protestent ouvertement ou hypocritement contre l'intervention de l'armée en Pologne, il y a évidemment les dirigeants du monde occidental. Mais les peuples d'Afrique savent pour l'avoir éprouvé dans leur chair, que le monde capitaliste occidental a dans quelques pays impérialistes, un côté jardin avec des parlements, des élections plus ou moins libres, quelques libertés et un niveau de vie plus ou moins décent y compris pour les exploités, il a aussi un côté cour avec la famine, la misère, les dictatures dans les pays du Tiers-Monde.

Alors, le choix pour les prolétaires, pour les peuples d'Afrique, n'est pas entre le système impérialiste ou les régimes bureaucratiques de l'Est. Ces deux systèmes oppressifs se combattent peut-être, mais en fin de compte ils se soutiennent aussi.

En servant de repoussoir à l'idée du socialisme aux yeux de toute une partie du prolétariat lui-même, l'URSS et les pays de l'Est contribuent au maintien de l'impérialisme dans la majeure partie de la planète.

Alors, la lutte des prolétaires est une, d'un côté comme de l'autre des deux blocs, des pays riches aux pays pauvres. Et l'exemple de la Pologne montre que les conquêtes partielles, les succès et même les demi-victoires des travailleurs sont toujours fragiles et susceptibles d'être suivis de défaite tant que le prolétariat n'aura pas renversé à l'échelle du monde, à la fois l'ordre impérialiste et l'ordre des bureaucrates.

MAURITANIE

21^e ANNIVERSAIRE D'INDÉPENDANCE — 21
ans de dictature et d'oppression

Le 21^e anniversaire de l'indépendance de la Mauritanie a été fêté dans toutes les grandes villes du pays, notamment Nouakchott.

Cette fête a donné l'occasion au colonel Mohamed Khouna, Président de la République et ses amis galonnés et civils de pleurnicher, comme chaque année, sur les difficultés économiques.

Mohamed Ould Amar, Ministre du Développement Rural a déclaré au "Chaab", journal gouvernemental : "Notre pays enregistre chaque année un déficit céréalier important d'origine à la fois conjoncturel et structurel. Sur la base d'une population de 1 600 000 habitants et à raison de 130 kilogrammes par habitant et par an, les besoins céréaliers de notre pays s'élèvent à 208 000 tonnes de céréales. La production mauritanienne a atteint respectivement en 1980 et 1981, 21 000 tonnes et 40 000 tonnes."

Quant à Ould Khouna, comme son prédécesseur, il a lancé des appels à tout le peuple mauritanien pour qu'il continue de faire des efforts face à la sécheresse quasi permanente depuis maintenant 10 ans.

Dans le même temps, Khouna demande au peuple de s'unir pour réaliser l'unité nationale. C'est surtout sur ce dernier point, c'est-à-dire l'unité nationale contre les "ennemis extérieurs" -sous-entendu le roi du Maroc- que les dirigeants de Nouakchott ont insisté.

Les difficultés de la Mauritanie remontent à l'indépendance. Cet Etat est une création artificielle de l'impérialisme, tout comme ses voisins. Mais à la différence de ces derniers, l'aspect artificiel de la naissance de la Mauritanie a été contesté dès sa naissance aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur.

Dès avant 1960, le roi du Maroc refusait de reconnaître l'indépendance de la Mauritanie dont il revendiquait l'intégration dans ce qu'il appelait "le Grand Maroc". Il avait d'ailleurs trouvé un certain nombre d'hommes politiques pro-marocains, comme Dha Ould Heibe, qui était parti se réfugier au Maroc après l'indépendance parce qu'il voulait que la Mauritanie soit rattachée au Maroc.

La partie négro-africaine de la population, dirigée par d'anciens députés et intellectuels du temps colonial, préférait, elle, son rattachement administratif au Sénégal.

La réponse du régime aux revendications de cette partie de la population a été la répression et le baillonnement.

Les dirigeants de ce mouvement, en campagne à Guidimaka pour faire la propagande contre le pouvoir arabo-berbère, avaient été arrêtés par le gouvernement. Ce fut le commencement de la chasse aux opposants, contre les pro-marocains, contre les partisans du rattachement de Guidimaka au Sénégal.

Ould Daddah, soutenu par le Général De Gaulle, a fini par s'imposer comme le dirigeant du nouvel Etat et a créé, comme tous les autres dictateurs africains, un parti unique, le PPM (Parti du Peuple Mauritanien). Son gouvernement, dirigé en majorité par des arabo-berbères, mena une politique d'oppression envers sa minorité nationale, et une politique carrément raciste et esclavagiste vis-à-vis des haratines. Le régime de Ould Daddah a connu en 1966 une très grande contestation des étudiants et lycéens négro-africains contre les menées racistes dans leurs établissements. Résultat, plusieurs étudiants et lycéens se sont fait renvoyer de l'école.

Le régime de Nouakchott a montré au grand jour sa nature répressive contre la minorité nationale négroafricaine, plus particulièrement l'intelligentsia, tout comme il a montré sa haine contre les ouvriers.

En 1968 les mineurs de la MIFERMA ont fait la grève pour revendiquer des augmentations de salaires. L'armée a tiré sur eux. Il y a eu plusieurs morts.

En 1976, Ould Daddah décidait d'engager la guerre avec le Maroc contre les saharais. Cette guerre criminelle contre le peuple du sahara a mené son régime à la faillite. Deux ans plus tard, en juillet 1978, Ould Daddah est renversé par l'armée avec à sa tête Ould Saleck puis Bouceif puis, actuellement, Khouna Ould Haïdalla.

Les dirigeants mauritaniens ont été contraints de se retirer du conflit à cause de la combattivité des saharais ; mais entre temps c'est la population laborieuse qui a payé les frais de la guerres. Aujourd'hui les séquelles de cette guerre sont plus ou moins surmontées.

Mais les appels incantatoires à l'unité nationale masquent mal les oppositions tantôt latentes tantôt aiguës entre les anciens maîtres d'esclaves, seulement récemment, seulement théoriquement dépossédés de leurs prérogatives, et les haratines ; entre les arabo-berbères qui détiennent les leviers de commande de l'Etat et les populations négro-africaines ; et, par dessus tout, entre la majorité pauvre de la population, dont une partie importante chassée par la sécheresse se retrouve entassée dans les bidonvilles autour de Nouakchott, et les privilégiés de la société.

C'est tantôt des manifestations de colère des négro-africains qui occupent le devant de la scène ; tantôt les haratines qui revendiquent d'être considérés

tout simplement comme des hommes. Mais le régime ne peut apporter aucune satisfaction à ces revendications.

Au service d'une minorité de privilégiés contre la majorité de la population, il a une sainte terreur de tout bouleversement dans les rapports sociaux. Et parce qu'il ne peut imposer la loi de la minorité privilégiée contre la majorité pauvre que par la dictature, il ne peut être démocratique dans aucun domaine ; pas plus dans celui des relations entre peuples et ethnies que dans les autres.

Alors, la Mauritanie aussi attend sa révolution. L'avenir dira si la classe ouvrière mauritanienne est capable d'en prendre l'initiative et surtout la direction.

MESURES D'AUSTÉRITÉ AU MALI

Moussa Traoré a réuni la semaine dernière son gouvernement. Comme chaque année ils ont discuté du budget et du programme d'importations et d'exportations de l'année. Cette fois-ci cela s'est passé "sous le signe du réalisme et l'austérité" comme le souligne le journal "l'essor".

En effet, le gouvernement prévoit un certain nombre de mesures, entre autres "la réorientation des dépenses vers l'équipement et l'investissement ainsi que la mise en oeuvre d'une politique d'emploi en fonction de nos possibilités financières et de nos besoins réels. L'objectif visé est de donner progressivement la priorité à l'investissement par rapport aux salaires dans nos budgets."

Cela veut dire en clair qu'on n'investira certainement pas un centime de plus, mais par contre on limitera les salaires. S'ils veulent bloquer les salaires des ministres et des officiers, c'est leur problème. Mais bloquer les salaires des ouvriers et des employés qui ne gagnent que 30 000 à 40 000 Frs maliens est vraiment scandaleux.

Drissa Keïta, ministre des Finances et son homologue Mohamed Ag. Hamani, ministre du plan et leur Général-président ont certes tout prévu sauf la réaction des travailleurs face à leur politique d'austérité. Car ce n'est pas sûr que ces derniers se laisseront faire.

S'il y a des économies à faire au Mali, ça devra être la suppression de tout l'appareil d'Etat de Traoré, c'est-à-dire son armée et sa police qui vivent en parasites sur le dos des travailleurs et des paysans pauvres.

COTE D'IVOIRE UN REMEDE PRESIDENTIEL CONTRE LE CHOMAGE

NE PAS COMPTER LES CHOMEURS

Au Conseil National du PDCI, à propos du chômage, Houphouët a dit : " (...) nous avons parlé de 1 100 intellectuels en chômage. Mais il n'y a pas qu'eux. 4 000 agents de maîtrise sont victimes de compression et sont menacés d'être jetés à la rue. "

Houphouët serait-il myope pour ne voir que 5 100 chômeurs pour toute la Côte d'Ivoire ? Non, mais les autres, ceux qui ne sont ni intellectuels ni cadres, n'existent même pas aux yeux d'Houphouët.

Le secrétaire général du syndicat unique a osé citer le chiffre du chômage de 1978 : 90 500 personnes. Il faudrait au moins multiplier par 2 pour approcher la réalité.

Mais tous ceux-là ne comptent pas plus que des mouches aux yeux du président ... puisqu'ils ne sont pas cadres.

Il est vrai que ce n'est pas parce qu'il parlera des chômeurs que cela résoudra leurs problèmes.

* * * * * * * * * *
* * * * *

LES PETITS ESCROCS DU CHOMAGE ET LES GRANDS

Un petit patron d'une société de " surveillance d'entretien et de nettoyage " ayant fait une annonce radiodiffusée invitant les chômeurs à se présenter à son bureau, a reçu l'inscription de 1 000 personnes. Pourtant il demandait 10 000 FrsCFA aux hommes et 18 000 aux femmes rien que pour l'inscription.

Cette escroquerie vient d'être rendue publique parce que certaines victimes ont osé porter plainte.

Elle montre l'importance chronique du chômage en Côte d'Ivoire.

Ce petit patron sera sans doute puni ... pour ne pas avoir été suffisamment malin et roublard.

En Côte d'Ivoire, tous les capitalistes et l'Etat tirent profit du chômage mais d'une manière plus subtile.

Ils se servent de la pression du chômage pour faire admettre l'idée que avoir un travail c'est déjà un privilège et imposer n'importe quelles conditions de travail et de salaires.

IMMIGRATION: continuité dans le changement

Il ne se passe plus de semaines ni de mois sans qu'il ne soit question des travailleurs immigrés. Récemment le gouvernement a supprimé " le million " mis au temps de Giscard, à la disposition de ceux qui acceptaient de rentrer définitivement chez eux. Ceux qui touchaient cette somme étaient tenus de rendre leur carte de séjour avant de quitter définitivement la France.

Cette aide au retour - suivant l'expression pompeuse utilisée - n'a eu aucun succès. Seule une infime partie des travailleurs immigrés a accepté. La suppression de cette mesure d'incitation au retour ne suffit cependant pas pour endormir la méfiance des travailleurs immigrés.

D'autant moins que dans certaines préfectures comme celle de Bobigny, de nouvelles tracasseries s'ajoutent à celles qu'on est déjà contraint de supporter.

Ainsi à Bobigny, pour la régularisation des " sans-papiers ", en plus du contrat de travail qu'il est très difficile d'avoir et bien d'autres papiers, la préfecture exige de remettre la fausse carte de séjour à ceux qui la possédaient auparavant. En fait, c'est une manière de piéger les immigrés sans papiers et de les rendre tributaires du bon vouloir de l'administration. Car, obliger les travailleurs immigrés à rendre leur fausse carte de séjour, c'est les priver d'un papier qui leur avait permis de trouver du travail. Et ceux qui auront remis ainsi leurs papiers, ne sont nullement assurés d'avoir en contre-partie une carte de séjour permanente.

Par ailleurs, pour la préfecture, posséder la fausse carte de séjour c'est une pièce à conviction qu'elle peut utiliser à tout moment contre le travailleur.

L'arrivée au pouvoir d'un gouvernement de gauche n'a donc nullement rendu la condition des travailleurs immigrés moins précaire sur le plan juridique. Il n'est pas plus question pour le nouveau gouvernement que pour le précédent, de reconnaître l'égalité des droits des travailleurs indépendamment de leurs nationalités et de leurs origines. Il n'est même pas question de délivrer automatiquement la carte de séjour à des travailleurs immigrés qui souvent vivent et travaillent ici depuis des années.

Alors le mécontentement grandit parmi les travailleurs immigrés, en même temps que l'inquiétude. Un nombre croissant tient à le montrer en participant à des protestations ou des manifestations. C'est ainsi que la participation des travailleurs africains aux manifestations du 5 et du 12 décembre, organisées par des associations et des regroupements de travailleurs a été plus importante que leur participation à des manifestations similaires antérieures.

En tout cas les travailleurs immigrés n'ont rien de plus à attendre du nouveau gouvernement que de l'ancien. Ni en tant que travailleurs en général ni en tant qu'immigrés en particulier. Ce gouvernement a beau compter dans ses rangs des ministres qui se prétendent socialistes ou communistes, il n'est ni socialiste ni communiste. Il est au service des riches possédants.

Ce gouvernement a infiniment plus d'égard pour quelques centaines de grands patrons que pour des milliers d'ouvriers. Et les travailleurs immigrés auront à lutter pour se défendre contre les expulsions, contre l'absence de droits comme ils auront à lutter plus généralement pour défendre leurs conditions de travailleurs.

AFRICAINNE OU PAS, UNE ARMÉE D'OP- PRESSION RESTE UNE ARMÉE OPPRESSION

Bien des gens ici dans l'immigration pensent que c'est une bonne chose que des Etats africains aient créé et envoyé une "armée inter-africaine" au Tchad, pour "résoudre le problème entre africains", alors que dans le passé, c'est l'armée française qui y est intervenue en gardien de l'ordre.

C'est en effet révoltant que les anciennes puissances coloniales envoient leurs troupes en Afrique pour mâter les populations et pour leur imposer des régimes dictatoriaux à leur solde. Mais c'est une maigre satisfaction pour les exploités africains de savoir que les fusils que l'on dresse contre eux sont désormais tenus par des mains de mercenaires africains, et non plus par des mercenaires venus d'Europe. Cela suffit peut-être aux nationalistes de tout accabiter (encore que là en l'occurrence les forces d'intervention africaines sont de façon tellement évidente chargées de faire le sale boulot pour le compte de l'impérialisme, qu'une partie des nationalistes eux-mêmes n'insistent pas trop).

Mais, cela ne peut pas suffire aux exploités. On ne peut même pas dire que faire combattre des soldats africains pour maintenir un ordre favorable à l'impérialisme ait l'attrait de la nouveauté. Sous le colonialisme, la France et l'Angleterre envoyaient des mercenaires (contraints ou volontaires) issus d'un peuple opprimé pour opprimer un autre peuple. En 1947, lorsqu'une insurrection éclata à Madagascar, ce sont "les tirailleurs sénégalais" que le colonialisme français avait envoyés pour réprimer dans le sang ceux qui se révoltaient. Ce sont aussi les mêmes "tirailleurs" qui ont été utilisés au Mali pour vaincre les royaumes résistants à la pénétration coloniale. Et il y a eu des soldats maghrébins envoyés au Viet-Nam pour massacrer ceux qui luttèrent pour l'indépendance.

Aujourd'hui il ne s'agit bien sûr plus de coloniser ni d'empêcher l'indépendance. C'est pour maintenir l'ordre établi que l'impérialisme a aidé les Etats africains à mettre sur pied l'armée inter-africaine.

Les slogans comme "L'Afrique aux africains", même quand ils correspondent dans une certaine mesure aux aspirations de nombreux africains qui sont révoltés par l'intervention des troupes impérialistes en Afrique, sont aussi une tromperie. Parce que parmi les africains il existe des riches et des pauvres qui n'ont pas du tout les mêmes intérêts. Les Etats, les armées, sont sans exception au service des riches. Et généralement les couches privilégiées de chez nous sont liées à l'impérialisme. Elles se servent de l'appareil d'Etat pour leurs intérêts de privilégiés mais aussi et surtout pour l'intérêt de l'impérialisme, ne serait-ce que parce qu'elles maintiennent l'ordre établi.

Alors, non, ce ne sont pas leurs armées, fussent-elles noires qui apporteront le salut et la liberté pour les exploités africains. Comment donc les troupes d'un dictateur comme Mobutu (car il a envoyé un contingent au Tchad) pourront-elles apporter le bien pour le peuple tchadien, alors qu'elles sont vomies par la population zaïroise elle-même ?

Personne d'autre n'apportera le salut pour les exploités sinon eux-mêmes. Ils ne pourront réellement se libérer que lorsqu'ils s'organiseront, s'armeront pour se révolter contre la misère et l'oppression d'abord, et pour se constituer en pouvoir ensuite. En attendant, ce que leur imposent les exploités c'est d'être gardiennés par des geôliers noirs au lieu de geôliers blancs. Mais c'est toujours dans le même camp de concentration.

nos intellectuels nationalistes refuseront-ils l'électricité comme ils refusent le marxisme

AU NOM
DE
L'AFRICANITÉ

L'une des objections que nous font souvent des étudiants nationalistes africains est celle-ci : "Marx n'a pas parlé de l'Afrique dans son analyse de l'économie capitaliste. Le marxisme ne concerne donc pas l'Afrique. C'est une théorie européenne. Il faut que les africains créent leur propre théorie de lutte."

Certains prétendent d'ailleurs trouver cette théorie africaine de lutte dans des idées d'un retour au passé pompeusement intitulé "socialisme africain".

Marx n'a pas analysé un capitalisme africain qui, à son époque, n'existait pas encore ? Quelle est profonde la découverte de nos intellectuels nationalistes !

Mais ils auraient pu, sans effort excessif, découvrir que le capitalisme a tout de même fait quelques progrès en Afrique depuis le siècle dernier. Oh, Marx n'y est certes pour rien !

Marx a montré le mécanisme d'exploitation du système capitaliste en général à partir du pays où le capitalisme était le plus développé à l'époque, c'est-à-dire essentiellement l'Angleterre. Mais aujourd'hui le capitalisme a étendu sa domination dans le monde entier. L'économie marchande, l'économie du profit, se sont introduits au fin fond de la brousse, en désorganisant, en détruisant en partie les rapports économiques et sociaux antérieurs ; en intégrant l'Afrique, fût-ce de façon bancale, subordonnée, dans le marché capitaliste mondial.

Le paysan africain qui produisait avant la colonisation essentiellement pour sa propre consommation, ou pour des exploitateurs qui prélevaient directement leur prébende, produit aujourd'hui du cacao, de l'arachide...etc pour le marché capitaliste.

Tel ouvrier africain, en ouvrant son transistor japonais, qui marche peut-être avec des piles françaises, peut écouter de la musique américaine ou suivre des informations d'un autre bout du monde.

Et ces messieurs les étudiants, lorsqu'ils finissent leurs études, ils rentrent en Afrique pour s'installer comme professeurs hauts fonctionnaires ou hauts cadres, en tout cas comme privilégiés par rapport au reste de la population ; ils ne refusent ni logements à air conditionné ni voitures ... qui n'ont rien de typiquement africain.

L'Afrique d'aujourd'hui fait partie intégrante du système capitaliste. Il est vrai qu'en s'étendant dans des pays comme ceux d'Afrique, le capitalisme y apporte tous les maux : chômage, inflation, prostitution, alcoolisme etc. -sans même apporter en contre-partie un progrès réel des forces productives ni une amélioration des conditions de vie des masses.

Le développement du capitalisme n'a pas pris la même forme en Afrique, ou plus généralement dans les régions aujourd'hui sous-développées de la planète, que dans la douzaine de pays d'Europe et d'Amérique qui constituaient le berceau du capitalisme.

Le capitalisme n'est pas le fruit de l'évolution interne de l'économie et de la société africaine : il a été imposé de l'extérieur par la violence, au travers de la traite des esclaves, puis le pillage colonial et enfin par la ... / ...

transformation brutale de la production des pays d'Afrique en fonction des besoins des métropoles impérialistes. C'est une manifestation particulièrement abjecte du capitalisme. Mais c'est le capitalisme tout de même.

L'exploitation se fait essentiellement au profit des groupes capitalistes étrangers aux pays d'Afrique, mais pas uniquement. L'économie capitaliste a tout de même créé des profiteurs locaux, même si ceux-là sont obligés de vivre des miettes laissées par l'impérialisme. Il a aussi intégré dans les rangs des profiteurs du capitalisme quelques uns des notables et des dignitaires de formes sociales surannées. Le grand marabout de Toubá (Sénégal) a peut-être un oeil fixé sur le coran, mais l'autre, sur les cours de l'arachide, sur le marché mondial. Car s'il tire profit de sa divine mission auprès des crédules, il en tire aussi de sa terre à terre vocation de capitaliste de l'arachide.

Il est donc vain de nier l'existence du capitalisme en Afrique. Et là où existe le capitalisme, se trouve nécessairement le prolétariat. Celui-ci étant un produit direct de celui-là. En Afrique ce prolétariat est faible numériquement ? Peut-être ! Mais il est fort parce qu'il joue un rôle économique important et qu'il appartient à la classe ouvrière internationale. C'est l'existence de ce prolétariat en tant que classe que ne veulent pas admettre ceux qui nient le capitalisme en Afrique.

Eh bien nous nous adressons aux autres à ceux qui se rendent compte que le grand capital exploite bel et bien en Afrique. A ceux qui ne veulent pas tirer l'Afrique en arrière -ce qui est de toute façon impossible-. Car ceux qui parlent de revenir à l'Afrique d'hier ou de créer de toutes pièces une théorie spécifiquement africaine sont au mieux des utopistes, mais plus généralement des gens qui veulent détourner les travailleurs de la seule voie possible : s'organiser d'une façon indépendante.

Contrairement à ce que laissent sous-entendre ces gens, ce n'est pas par mépris pour l'Afrique que Marx ne s'était pas installé à Dakar plutôt qu'à Londres pour écrire "Le Capital".

En leur temps, les populistes russes parlaient déjà du prétendu mépris de Marx parce que celui-ci n'avait pas beaucoup parlé de la Russie tsariste qui était de loin moins développée que l'Europe et les USA. Mais malgré son retard économique, c'est en Russie que la classe ouvrière a pris le pouvoir. Et elle l'a fait parce qu'elle s'est donnée un parti révolutionnaire prolétarien conséquent, marxiste.

Même en Afrique où le développement du capitalisme a pris une forme arriérée, la classe ouvrière peut prendre le pouvoir. L'Afrique n'a pas échappé au capitalisme. Elle n'échappera pas non plus à son antidote : la révolution prolétarienne.

la crise économique d'un monde malade du capitalisme

Depuis quelque temps, les conférences internationales se multiplient un peu partout dans le monde. A chacune de ces conférences auxquelles participent la plupart des dirigeants de nos pays, il n'est question que des moyens à mettre en oeuvre pour sortir de la crise actuelle que traverse le monde capitaliste dans son ensemble. Et, bien entendu, aussi bien à Ottawa au Canada, qu'à Cancun au Mexique, ou même à Genève, tous ces gens ont feint de s'appitoyer sur le sort du Tiers-monde. Pourtant aucune mesure concrète n'est sortie de ces différents forums d'exploiteurs.

Comme le reconnaissait tout récemment Claude Cheysson, si les pays capitalistes peuvent encore résister face à la crise économique actuelle, c'est parce qu'il y a les pays du tiers-monde. Ces pays qui s'appauvrissent chaque jour encore plus pour que la bourgeoisie d'une poignée de pays riches puisse encore s'enrichir davantage. Et cette situation, aucune mesure prise même à une conférence internationale ne peut la changer.

A) LES REMEDES DERISOIRES DE NOS DIRIGEANTS

Alors, face à la crise économique actuelle, les dirigeants de nos pays, à grand renfort de publicité dans leurs journaux, annoncent des mesures dites salutaires. Au Sénégal par exemple, le budget 1980-1981 a été un budget d'austérité. De nombreuses dépenses de l'Etat ont été supprimées. Eh oui, on a même écorné quelques uns des avantages de la sacro-sainte caste des Hauts fonctionnaires. Ainsi le parc auto officiel a été réduit de moitié; 20 Ambassades et Consulats ont été fermés; l'assistance technique jugée trop coûteuse a été réduite. En Côte d'Ivoire, la politique de grands travaux de prestige a été mise en sommeil. Les dirigeants ne cessent d'inciter les populations à l'austérité et à la " solidarité nationale ". Dans ce pays aussi de nombreuses dépenses de l'Etat ont été réduites et il serait question de réduire les hauts salaires. A supposer même qu'elles soient appliquées, ce qui n'est pas évident, comment des mesures si tragiquement dérisoires pourraient-elles changer quoi que ce soit dans le sort des pauvres gens ? Même sans la crise, l'économie capitaliste n'apporte à l'Afrique que la misère. C'est cette triste constatation que des milliers de travailleurs et de paysans pauvres d'Afrique font chaque jour dans leur chair, dans leur sang, à travers la famine la sous-alimentation et les maladies.

Même quand il n'y avait pas encore la crise, alors que dans la plupart des pays d'Europe la bourgeoisie accumulait des fortunes colossales et qu'elle pouvait même en laisser quelques miettes aux classes exploitées des métropoles impérialistes, même à ce moment là, l'économie capitaliste était incapable d'assurer la moindre amélioration pour la majorité de la population d'Afrique. Ce n'était pas faute de moyens.

L'économie mondiale dispose aujourd'hui de capacités de production considérables. Trop considérables même, suivant la logique du système capitaliste puisque, à ce qu'il paraît, il y a une " surproduction " au point que de nombreuses entreprises ferment ou réduisent leur production, faute de pouvoir écouler leurs produits. Surproduction évidemment, uniquement, par rapport aux besoins solvables. Mais quelle infamie de parler de " surproduction ", alors que l'Afrique par exemple manque de tout, de la nourriture aux outils, en passant par les moyens de transports.

D'ailleurs, même un pays comme la Côte d'Ivoire, jusque là présenté comme un modèle de réussite n'a pas pu amorcer de décollage économique réel. Tout récemment encore, Houphouët versait des larmes de crocodile sur le sort que lui a réservé l'impérialisme. " Nos exploiters ont réussi à nous diviser... Ils ont trouvé une nouvelle astuce pour nous exploiter davantage... " pleurait-il pour expliquer les difficultés que la Côte d'Ivoire a pour vendre son café sur le marché mondial. Bien sûr, il ne s'agit pas de

se leurrer sur les gémissements d'Houphouët. Mais les faits sont là. Ce n'est pas nous qui le disons. Ce sont les fidèles partisans de l'économie capitaliste eux-mêmes qui reconnaissent les méfaits de ce système.

B) LA CRISE FRAPPE JUSQU'AUX PAYS LES PLUS RICHES

Or aujourd'hui, de surcroît, ce système est en crise. Même dans les pays les plus riches, l'économie capitaliste commence à ne plus être capable d'assurer le nécessaire pour une partie des classes exploitées. Aux Etats-Unis par exemple le chômage touche plus de 9 millions de travailleurs. En France on compte officiellement 2 millions de chômeurs et plus. C'est la même situation en Allemagne où le nombre de chômeurs a augmenté de 54 % en quelques mois. Partout dans les principaux pays impérialistes, la production baisse et des usines ferment.

C'est la crise car dans le système capitaliste, on produit non pas pour satisfaire les besoins des populations, mais pour vendre et faire des bénéfices. Alors que des milliers de personnes meurent de faim dans une partie du monde, dans l'autre, on jette la nourriture ou on la brûle pour ne pas avoir à le donner gratuitement : car tout fonctionne pour ceux qui peuvent acheter.

Pour faire toujours plus de profits, les capitalistes créent des besoins nouveaux. Ils inondent le marché de produits en nombre plus importants. Pour pousser les gens à acheter, ils facilitent les modes de paiement, favorisent le système du crédit. Mais il arrive un moment où il y a tellement de produits sur le marché qu'il n'y a plus assez d'acheteurs. Il arrive un moment aussi où même ceux qui achètent à crédit ne peuvent plus le faire, car il faut pouvoir rembourser les emprunts. Alors, c'est la crise.

Les grands trusts capitalistes qui ne trouvent plus de débouchés se livrent à une bataille féroce pour le contrôle du moindre débouché pour leurs produits. Tout récemment encore, c'étaient les constructeurs d'automobile européens qui étaient mobilisés contre ce qu'ils appelaient "la concurrence sauvage" des firmes japonaises. Si la situation actuelle devait continuer, on pourrait voir surgir la misère même dans les pays développés. Cela s'est vu dans un passé récent.

Alors, que dire de nos pays qui n'ont même pas bénéficié de l'essor capitaliste passé ? Et ils n'en ont pas bénéficié pour cause : cet essor s'est fait pour une large part, par le pillage, la surexploitation des pays sous-développés, notamment ceux d'Afrique. Nos chefs d'Etat auront beau faire le tour des conférences internationales, ils auront beau prendre des mesures, toutes aussi dérisoires les unes que les autres, si la crise devait s'aggraver, c'est l'ensemble des pays africains qui verraient la misère la pauvreté grandir encore plus. Nos pays seraient d'autant plus touchés qu'ils dépendent du marché capitaliste mondial.

C) LES EXEMPLES IVOIRIENS ET SENEGALAIS

Prenons l'exemple de deux pays d'Afrique francophone dont l'économie est étroitement liée au marché capitaliste mondial : la Côte d'Ivoire et le Sénégal.

L'essentiel des ressources financières de la Côte d'Ivoire provient de la vente des produits agricoles, notamment le café et le cacao. Jusque là, la vente de ces produits rapportait à l'Etat, environs 800 milliards de F CFA. Cela a permis à la Côte d'Ivoire de contracter différents prêts sur le marché international et de se lancer dans une politique de grands travaux de prestige. Or avec la crise et la baisse du cours mondial des principales productions africaines, les recettes provenant de la vente du café et du cacao sont tombées à environs 400 milliards. Mais dans le même temps la dette extérieure n'a pas cessé d'augmenter. De 136,4 milliards en 1971, cette dette est passée à environ 1 000 milliards de F CFA en 1980. Sans compter que la crise n'est pas encore

.../...

très profonde et que le pays doit importer l'essentiel des produits dont il a besoin, à des prix toujours plus élevés. Donc il doit emprunter à condition de trouver un prêteur.

Pour le Sénégal, les principales ressources proviennent de la vente de l'arachide, des taxes douanières, autant dire très peu de choses. Mais le pays importe l'essentiel des produits dont il a besoin, y compris le riz pourtant devenu l'aliment de base. Du fait de la détérioration des termes de l'échange, c'est-à-dire de la baisse du prix des matières premières alors que celui des produits importés augmente, la situation économique du pays est devenue catastrophique. Ainsi, alors que la facture pétrolière est passée de 5 à 50 milliards de F CFA de 1973 à 1980, les exportations de produits arachidières qui dépassaient 75 milliards de F CFA ne faisaient plus que environ 20 milliards en 1979. Ces recettes ne permettaient même pas de payer le pétrole importé.

Si donc l'Etat sénégalais veut rembourser ses dettes (en particulier vis-à-vis des capitalistes privés et de l'Etat français par exemple) ou même payer ses importations, il ne lui reste que deux solutions : soit augmenter ses recettes par un impôt plus lourd ou taxer plus fortement les produits d'importation ; soit lancer un emprunt auprès des banques ou des pays capitalistes, pour pouvoir payer ne serait-ce que ses importations. On se rend compte que quelle que soit la solution, cela se traduira par une hausse des prix. Et seuls les riches pourront en profiter. Pour le reste de la population ce sera toujours la misère.

D) LA COMPETITION ECONOMIQUE PEUT DEGENERER EN GUERRE

Ces exemples, on pourrait les multiplier pour l'ensemble des pays d'Afrique. Si la crise devait donc s'aggraver, ce n'est peut-être pas économiquement seulement que l'Afrique la payerait. Peut-être la payerait-elle aussi par la mort. Une mort qui ne viendrait pas de la faim mais de la guerre. Car la crise a déjà exacerbé la compétition entre les pays impérialistes. La guerre qu'ils se mènent reste encore sur le seul terrain économique. Mais la guerre tout court est la continuation de la compétition économique par d'autres moyens : pour sauvegarder des marchés, protéger ou pour en conquérir d'autres ; pour assurer ses approvisionnements en matières premières, pour se conserver le monopole de l'exploitation d'une main d'oeuvre à bon marché etc.

L'Afrique a trop souvent été dans le passé le théâtre des affrontements de puissances impérialistes ; de guerres entre trusts capitalistes par peuples africains interposés, au temps du partage colonial de l'Afrique bien sûr. Mais aussi plus récemment : souvenons nous de la guerre du Biafra qui, derrière ses aspects ethniques, a été aussi une guerre entre trusts anglais et trusts français pour le contrôle du pétrole nigérian. Eh bien tout cela peut revenir.

Si la crise les pousse vers une concurrence plus acharnée entre elles, les puissances impérialistes peuvent être tentées de revenir même sur le peu qu'elles avaient concédé à leurs anciennes colonies, et de se lancer dans un nouveau partage de l'Afrique dont la forme juridique peut-être de toute sorte, mais qui se fera nécessairement au détriment des exploités africains.

C'est toute la société, c'est le monde entier qui est malade du système capitaliste. La crise actuelle n'est que la manifestation concrète de cette maladie. A l'heure actuelle tout ce dont les hommes ont besoin pour vivre se trouve concentré entre les mains d'une poignée de financiers et d'industriels qui se livrent à une concurrence acharnée pour faire toujours plus de profit. C'est eux et leur système qui sont responsables de la crise.

E) METTRE FIN AU SYSTEME CAPITALISTE

Alors, face à cette situation, la meilleure solution est-elle de s'isoler du marché mondial dominé par l'impérialisme, comme le proclament de nombreux nationalistes ? Certainement pas. Il serait bien illusoire de prétendre s'isoler du marché mondial. Même les pays riches ne produisent pas tout ce dont ils ont besoin. A plus forte raison les pays d'Afrique ! Dans le système économique actuel, tout s'achète et tout se vend. Et ceux

qui détiennent les leviers du mécanisme, c'est une poignée de gros capitalistes qui ont accumulé dans quelques pays développés l'ensemble des richesses pillées chaque jour dans le monde entier.

Ce qu'il faut donc, c'est faire en sorte que cette poignée de parasites ne jouisse pas du travail de millions de gens de par le monde. C'est le système capitaliste, qui est à la base d'une telle aberration, qu'il faut détruire.

Cela ne peut se faire que par une révolution visant à arracher le pouvoir étatique à la grande bourgeoisie capitaliste afin de parvenir à lui arracher son pouvoir sur l'économie. C'est-à-dire par une révolution du prolétariat international.

La révolution ne pourra certes pas éclater et vaincre simultanément dans le monde entier, mais elle peut être commencée par le prolétariat d'un ou de plusieurs pays d'Afrique.

Et tous ceux qui sont révoltés par la misère pour les uns, la richesse insolente pour les autres ; tous ceux qui sont révoltés par les inégalités sociales en Afrique doivent rejoindre ce combat. Ils doivent rejoindre le camp des travailleurs et des paysans pauvres pour qu'ensemble ils en finissent avec le système capitaliste et son cortège de crises, de guerres et de destructions.

0 0 0

CAMARADE, FAIS CIRCULER CE JOURNAL DANS TON ENTOURAGE.

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
DIVISION OF THE PHYSICAL SCIENCES
DEPARTMENT OF CHEMISTRY
5708 SOUTH CAMPUS DRIVE
CHICAGO, ILLINOIS 60637

RECEIVED
JAN 15 1964

TO THE DIRECTOR
FROM THE DEPARTMENT OF CHEMISTRY

RE: [Illegible text]

[Illegible text]

[Illegible text]

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.